L. 9845/2.
L. 9846/2.
L. 9851/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 29 octobre 1966, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet :

1° d' "arrêté royal n° 5 portant des mesures de sauvegarde des droits acquis par les fonctionnaires et agents en service le 1er septembre 1963, à l'égard des emplois attachés aux services établis dans les communes de Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel et Wezembeek-Oppem",

2° d' "arrêté royal n° 6 portant des mesures de sauvegarde des droits acquis par les fonctionnaires et agents en service le 1er septembre 1963, à l'égard des emplois attachés à certains services établis dans les régions de langues française, néerlandaise et allemande ou dans les communes de la frontière linguistique",

3° d' "arrêté royal n° 4 B portant des mesures transitoires et de sauvegarde des droits acquis en faveur des fonctionnaires et agents qui, lors de l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, étaient attachés aux services locaux et régionaux établis dans Bruxelles-Capitale",

a donné le 4 novembre 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e oktober 1966 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van :

1° "koninklijk besluit nr 5 houdende maatregelen ter vrijwaring van de rechten, verkregen door de ambtenaren die, op 1 september 1963, in dienst waren, ten opzichte van de betrekkingen verbonden aan de diensten gevestigd in de gemeenten Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Wemmel en Wezembeek-Oppem",

2° "koninklijk besluit nr 6 houdende maatregelen ter vrijwaring van de rechten verkregen door de ambtenaren die op 1 september 1963 in dienst waren ten opzichte van de betrekkingen verbonden aan sommige diensten gevestigd in de Nederlandse, Franse en Duitse taalgebieden of in de taalgrensgemeenten",

3° "koninklijk besluit nr 4 B houdende overgangsmaatregelen en maatregelen ter vrijwaring van verkregen rechten ten behoeve van de ambtenaren die bij de inwerkingtreding van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, verbonden waren aan de in Hoofdstad-Brussel gevestigde plaatselijke en gewestelijke diensten",

heeft de 4e november 1966 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat n'a pas été complètement éclairé sur la portée exacte de certaines dispositions des trois projets qui lui ont été soumis. En effet, plusieurs questions posées aux fonctionnaires délégués sont restées sans réponse.

\+

\+ +

Etant donné le caractère parallèle des trois projets, le Conseil d'Etat a estimé préférable de les examiner ensemble dans un même avis.

\+

\+ +

.../...

OBSERVATIONS RELATIVES AU PROJET L. 9845/2.

Article 1er, alinéa 1er.

1. L'article 29, alinéa 1er, exige une connaissance élémentaire de la langue française pour "exercer une fonction" qui met l'agent en contact avec le public. Mais tout emploi communal ne met pas nécessairement l'agent qui l'occupe en contact avec le public. Ce n'est vrai que pour certains emplois, à moins que le nombre d'agents communaux ne soit tellement restreint que tous sont par la force des choses en contact avec le public.

Pour mettre l'article 1er du projet en concordance avec la loi qu'il exécute, le texte devrait donc être complété.

La même observation vaut mutatis mutandis pour l'article 2 du projet.

2. Bien que les possibilités de changement d'emploi au sein de l'administration d'une commune périphérique soient limitées ou peut-être inexistantes en certains cas, ce n'est pas une raison de ne pas ajouter ici la réserve qu'on rencontre dans toutes les autres dispositions des trois projets, à savoir : "l'agent est maintenu, s'il le désire".

.../...

Article 2.

Il semble ressortir du texte de l'article 2 du projet que le Gouvernement entend obliger les agents intéressés à accepter la promotion dont question dans cette disposition. Il est de principe qu'aucun agent n'est tenu d'accepter une promotion (arrêt DESAIVE, n° 8440 du 17 février 1961).

Aucune disposition des lois coordonnées ni aucun élément des travaux préparatoires ne permet de considérer que le législateur ait eu l'intention de permettre de déroger à ce principe.

La même observation vaut pour l'article 3, alinéa 3.

Article 3, alinéa 3.

Au sujet des mots "examen de promotion éventuel" qui figurent à l'article 3, alinéa 3, la question se pose de savoir ce que peut ou doit faire un agent pour être promu sur place à un emploi pour lequel aucun examen n'est imposé ou organisé. Le Conseil d'Etat n'a pas été éclairé sur les intentions du Gouvernement à ce sujet.

.../...

OBSERVATIONS RELATIVES AU PROJET L. 9846/2.

Article 1er, alinéa 2, du projet.

Cet article appelle les mêmes observations que celles qui ont été formulées au sujet des articles 2 et 3 du projet n° V.

Article 2, alinéa 1er, du projet.

1. La référence faite par l'alinéa 1er de cet article à l'article 34, § 1er, des lois coordonnées est trop large; en effet, aucun service ne saurait à la fois être visé par l'alinéa 1er, b, de ce paragraphe (service ayant toute sa circonscription et son siège dans la région allemande) et être établi dans une commune de la frontière linguistique.

2. Cette disposition appelle les mêmes observations que celles qui ont été formulées pour l'article 1er, alinéa 1er (sub 1) et pour l'article 2 du projet n° V.

.../...

OBSERVATIONS RELATIVES AU PROJET L.9851/2.

Article 2.

En ce qui concerne l'alinéa 2 de cet article, les mots "dans un service régional ..." sont trop restrictifs en ce sens qu'ils confondent les services auxquels les agents sont attachés depuis avant le 1er septembre 1963, et ceux auxquels ils ont été éventuellement attachés auparavant et dans lesquels ils ont pu aussi bien justifier de la connaissance de la seconde langue.

Article 3.

La référence précise faite par cet article à l'article 9, § 6, de la loi de 1932, a pour conséquence d'exclure les examens prévus au § 7 du même article 9. On peut se demander si cette conséquence est voulue.

Article 4, alinéas 1er et 2.

Le délai visé par cette disposition est celui de 10 ans à l'expiration duquel "les emplois égaux ou supérieurs à celui de chef de division" de tout service local communal de Bruxelles-Capitale doivent être répartis à parité linguistique. Il convient d'observer que des promotions en surnombre ne sauraient tenir en échec la répartition égale exigée par la loi. Il n'y avait donc aucune obligation pour le Gouvernement de fixer un délai comme il l'a fait.

Article 4, alinéa 3.

Le projet vise"l'ordre d'ancienneté" des agents communaux; or l'ordre de priorité de ces agents peut très bien ne pas être fixé exclusivement par cette ancienneté. Il importe donc d'omettre les mots "d'ancienneté".

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT DES MESURES DE SAUVEGARDE DES DROITS ACQUIS EN FAVEUR DES AGENTS QUI ETAIENT ATTACHES, AU 1er SEPTEMBRE 1963, AUX SERVICES LOCAUX ET REGIONAUX ETABLIS DANS LES COMMUNES DITES PERIPHERIQUES (V).

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment les articles 27, 29, alinéa 1er, et 68, alinéa 2;

Vu l'avis des organisations syndicales visées par l'article 54, alinéa 2, des mêmes lois;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er (nouveau).

Sont dénommés, dans le présent arrêté, services locaux communaux ou non communaux : les services locaux, au sens de l'article 9 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, selon qu'ils dépendent ou ne dépendent pas d'une commune ou d'une personne publique subordonnée à une commune.

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS PARTICULIERES A QUATRE COMMUNES.

Article 2 (article 1er partim du projet).

Le présent chapitre est applicable aux agents d'expression néerlandaise qui étaient attachés, au 1er septembre 1963, dans une des communes de Drogenbos, Kraainem, Linkebeek et Wemmel :

1° soit à un service local communal;

2° soit à un service local non communal ou à un service régional.

Article 3 (article 1er partim du projet).

L'agent visé à l'article 2, 1°, qui ne justifie pas de la connaissance élémentaire de la langue française conformément à l'article 29, alinéa 1er, des lois coordonnées, est maintenu dans son emploi avec ses possibilités normales de promotion,s'il le désire, même si cet emploi ou l'un de ceux auxquels il peut être promu, le met inévitablement en contact avec le public.

.../...

Il ne peut cependant être chargé de tâches qui le mettent en contact avec le public de langue française.

Article 4 (article 2 du projet).

L'agent visé à l'article 2, 2°, qui ne justifie pas de la connaissance élémentaire de la langue française conformément à l'article 29, alinéa 1er, des lois coordonnées, est maintenu dans son emploi, s'il le désire, même si cet emploi le met inévitablement en contact avec le public, jusqu'à ce qu'il soit possible de le transférer, soit à sa demande ou avec son consentement dans le grade dont il est titulaire , soit à l'occasion d'une promotion qu'il accepte, à un service établi dans la région de langue néerlandaise et pour lequel il est qualifié du point de vue linguistique.

Entretemps, il ne peut cependant être chargé de tâches qui le mettent en contact avec le public de langue française.

CHAPITRE II. DISPOSITIONS GENERALES.

Article 5 (article 3 partim du projet).

Le présent chapitre est applicable aux agents qui étaient attachés, au 1er septembre 1963, à un service local ou régional établi dans une des communes de Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel et Wezembeek-Oppem.

.../...

Article 6 (article 3 partim du projet).

Est maintenu dans son emploi, s'il le désire, l'agent visé à l'article 5, qui connaît la langue néerlandaise, sans toutefois réunir les conditions imposées à l'article 27 des lois coordonnées, soit parce qu'il n'a pas justifié de cette cconnaissance par son diplôme ou certificat d'études ou par un examen ad hoc, soit parce qu'il n'a pas subi les examens d'admission et de promotion éventuels en néerlandais.

Dans les services locaux communaux, l'intéressé garde ses possibilités normales de promotion. Il doit cependant subir les examens de promotion éventuels en néerlandais.

Dans les services locaux non communaux et dans les services régionaux, l'intéressé est ultérieurement transféré, soit à sa demande ou avec son consentement dans le grade dont il est titulaire, soit à l'occasion d'une promotion qu'il accepte , à un service pour lequel il réunit les conditions légales; à moins que, pour pouvoir être promu sur place, il ne présente en néerlandais et ne réussisse l'examen de promotion éventuel.

Article 7 (article 4 du projet).

L'agent visé à l'article 5 qui, étant d'expression néerlandaise, a réussi, avant le 1er septembre 1963, un examen sur la connaissance élémentaire de la langue française, conserve les avantages qui étaient attachés à cette réussite.

.../...

DISPOSITIONS FINALES.

Article 8 (article 5 du projet).

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 9 (article 6 du projet).

Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

...

...

+

+ +

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT DES MESURES DE SAUVEGARDE DE DROIT ACQUIS EN FAVEUR DES AGENTS QUI ETAIENT ATTACHES, AU 1er SEPTEMBRE 1963, AUX SERVICES ETABLIS DANS LES REGIONS DE LANGUE FRANCAISE, DE LANGUE NEERLANDAISE ET DE LANGUE ALLEMANDE ... (VI).

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment les articles 15, §§ 1er et 2, 38, §§ 1er et 2, et 67 ;

Vu l'avis des organisations syndicales visées par l'article 54, alinéa 2, des mêmes lois;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Sont dénommés, dans le présent arrêté, services locaux non communaux : les services locaux , au sens de l'article 9 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, qui ne dépendent pas d'une commune ou d'une personne publique subordonnée à une commune .

.../...

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 2 (article 1er partim du projet).

Le présent chapitre est applicable aux agents qui étaient attachés, au 1er septembre 1963, dans un des régions de langue française, de langue néerlandaise et de langue allemande :

1° soit à un service local non communal;
2° soit à un des services régionaux suivants :

a) service dont l'activité s'étend exclusivement à des communes sans régime spécial d'une des régions de langue française et de langue néerlandaise ;

b) service dont l'activité s'étend à des communes , soumises à un régime spécial ou à des régimes différents, d'une des régions de langue française et de langue néerlandaise et dont le siège est établi dans la même région;

c) service dont l'activité s'étend à des communes de la région de langue allemande et dont le siège est établi dans cette région ;

d) service dont l'activité s'étend à des communes de plusieurs régions linguistiques autres que Bruxelles-Capitale, et dont le siège n'est établi ni dans une commune malmédienne, ni dans une commune de la région de langue allemande.

.../...

Article 3 (article 1er partim du projet).

Est maintenu dans son emploi, s'il le désire, l'agent visé à l'article 2, qui connaît la langue de la région où le service est établi, sans toutefois réunir les conditions imposées par l'article 15, § 1er, alinéas 2 à 4, des lois coordonnées, soit parce qu'il n'a pas justifié de cette connaissance par son diplôme ou certificat d'études ou par un examen ad hoc, soit parce qu'il n'a pas subi les examens d'admission et de promotion éventuels dans ladite langue.

Il est ultérieurement transféré à un service à l'égard duquel il satisfait aux conditions légales, soit à sa demande ou avec son consentement dans le grade dont il est titulaire, soit à l'occasion d'une promotion qu'il accepte ; à moins que, pour pouvoir être promu sur place, il ne se présente, dans la langue de la région, et ne réussisse l'examen de promotion éventuel.

.../...

CHAPITRE II. - DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX COMMUNES DE LA FRONTIERE LINGUISTIQUE.

Article 4 (article 2 partim du projet).

Le présent chapitre est applicable aux agents qui étaient attachés, au 1er septembre 1963, dans une des communes de la frontière linguistique au sens de l'article 8 des lois coordonnées :

1° soit à un service local non communal;

2° soit à un service régional dont l'activité s'étend à des communes, soumises à un régime spécial ou à des régimes différents, d'une des régions de langue française et de langue néerlandaise, et dont le siège est établi dans la même région.

Article 5 (article 2 partim du projet).

L'agent visé à l'article 4, qui n'a pas justifié, par un examen ad hoc, de la connaissance suffisante ou élémentaire de la seconde langue conformément à l'article 15, § 2, alinéa 5, des lois coordonnées, est maintenu dans son emploi, s'il le désire, même si cet emploi le met inévitablement en contact avec le public, jusqu'à ce qu'il soit possible de le transférer, soit à sa demande ou avec son consentement dans le grade dont il est titulaire, soit à l'occasion d'une promotion qu'il accepte, à un service pour lequel il est qualifié du point de vue linguistique.

.../...

Entretemps, il ne peut cependant être chargé de tâches qui le mettent en contact avec la partie du public dont il ne connaît pas la langue de la manière requise.

Article 6 (article 2 partim du projet).

L'agent qui a réussi, avant le 1er septembre 1963, un examen sur la connaissance de la seconde langue, conserve les avantages qui étaient attachés à cette réussite, notamment à l'égard des fonctions dont les titulaires entrent en contact avec le public dans les services visés à l'article 4, et ce suivant la distinction faite à l'article 15, § 2, alinéa 5, des lois coordonnées.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 7 (article 3 du projet).

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 8 (article 4 du projet).

Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

....

...

+

+ +

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT DES MESURES DE SAUVEGARDE DES DROITS ACQUIS EN FAVEUR DES AGENTS QUI ETAIENT ATTACHES, AU 1er SEPTEMBRE 1963, AUX SERVICES LOCAUX ET REGIONAUX ETABLIS DANS BRUXELLES-CAPITALE (IV,B).

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et notamment l'article 21, §§ 2, 4, 5 et 7, l'article 34, § 2, l'article 35, § 1er, et l'article 68, alinéa 1er;

Vu l'avis des organisations syndicales visées par l'article 54, alinéa 2, des mêmes lois;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er (nouveau).

Sont dénommés, dans le présent arrêté, services locaux communaux ou non communaux : les services locaux, au sens de l'article 9 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, selon qu'ils dépendent ou ne dépendent pas d'une

.../...

commune ou d'une personne publique subordonnée à une commune.

CHAPITRE Ier. SERVICES LOCAUX NON COMMUNAUX ET SERVICES REGIONAUX.

Article 2 (article 1er partim du projet).

Le présent chapitre est applicable aux agents qui étaient attachés, dans Bruxelles-Capitale, au 1er septembre 1963 :

1° soit à un service local non communal;

2° soit à un des services régionaux suivants :

a) service dont l'activité s'étend à la fois à des communes des régions de langue française et de langue néerlandaise;

b) service dont l'activité s'étend :
- soit exclusivement à des communes de Bruxelles-Capitale,
- soit à de telles communes et, en même temps, à des communes d'une des régions de langue française et de langue néerlandaise ou des deux.

Article 3 (article 1er partim du projet).

L'agent visé à l'article 2, qui ne justifie que de la connaissance d'une seule langue, est maintenu dans son emploi, s'il le désire, jusqu'à ce qu'il soit possible de le transférer, à l'occasion d'une promotion qu'il accepte, dans un service pour lequel il est qualifié du point de vue linguistique.

Entretemps, il ne peut cependant être chargé de tâches qui le mettent en contact avec le public.

Article 4 (article 2 du projet).

L'agent visé à l'article 2, qui a réussi, avant le 1er septembre 1963, un examen sur la connaissance suffisante ou sur la connaissance élémentaire de la seconde langue, conserve l'avantage qui était attaché à cette réussite, en vue d'une nomination ou d'une promotion, dans les services mentionnés à l'article 2 :

- soit à un emploi qui met son titulaire en contact avec le public;
- soit à un emploi qui rend son titulaire responsable, vis-à-vis de l'autorité dont il relève, du maintien de l'unité de jurisprudence ou de gestion dans le service dont la haute direction lui est confiée;

et ce, suivant la distinction faite à l'article 21, § 4 et § 5, des lois coordonnées.

L'avantage prévu à l'alinéa 1er est également accordé à l'agent visé à l'article 2, dont la connaissance de la seconde langue a été régulièrement constatée en vue de l'exercice d'une fonction le mettant en contact avec le public, par l'autorité qui l'a nommé dans un service soumis à un régime spécial.

CHAPITRE II. - SERVICES COMMUNAUX.

Article 5 (article 3 partim du projet).

Le présent chapitre est applicable aux agents qui étaient attachés, au 1er septembre 1963, à un service local communal dans Bruxelles-Capitale.

.../...

Article 6 (article 3 partim du projet).

L'agent visé à l'article 5 qui a réussi, avant le 1er septembre 1963, l'examen sur la connaissance suffisante ou sur la connaissance élémentaire de la seconde langue, tel qu'il était prescrit par l'article 9, § 6 ou § 7, de la loi du 28 juin 1932, est dispensé respectivement de l'examen sur la connaissance suffisante ou de l'examen sur la connaissance élémentaire imposés par l'article 21, §§ 4 et 5, des lois coordonnées, pour les emplois énumérés à l'article 4 du présent arrêté.

Article 7 (article 4 du projet).

Dans les dix ans à partir du 1er novembre 1963, le bénéfice d'une promotion en surnombre est accordé à l'agent visé à l'article 5, qui est écarté de la promotion à un emploi, pour le seul motif que celui-ci doit être attribué à un agent de l'autre groupe linguistique afin d'assurer, conformément à l'article 21, § 7, alinéa 2, des lois coordonnées, la répartition à parité, entre les deux groupes linguistiques, des emplois égaux ou supérieurs à celui de chef de division.

Pendant le même délai, la même promotion est accordée successivement aux autres agents qui, sans être immédiatement écartés de la promotion dans le cadre, ont été dépassés dans l'ordre des candidats. Le premier de ces agents bénéficie de cette mesure au moment où l'agent promu en surnombre en vertu de l'alinéa 1er change de grade ou arrive en fin de carrière, et ainsi de suite.

.../...

En vue de l'application des alinéas 1er et 2, l'ordre des agents intéressés est déterminé et, au besoin, revu à l'occasion de chaque promotion, comme si l'article 21, § 7, alinéa 2, des lois coordonnées n'avait jamais existé.

Le présent article exclut l'application des articles ... (à compléter par le Gouvernement) de l'arrêté royal du ... portant des mesures de sauvegarde des droits acquis par les agents en service le 9 juillet 1932 (I).

DISPOSITIONS FINALES.

Article 8 (article 5 du projet).

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 9 (nouveau).

Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

...

...

De Raad van State is niet volledig voorgelicht omtrent de juiste strekking van sommige bepalingen van de drie hem voorgelegde ontwerpen. Een aantal vragen aan de gemachtigde ambtenaren zijn onbeantwoord gebleven.

\+
\+ +

De Raad van State heeft het verkieslijk geacht de drie ontwerpen, die immers gelijklopen, in één advies te behandelen.

\+
\+ +

.../...

OPMERKINGEN BETREFFENDE ONTWERP L.9845/2.

Artikel 1, eerste lid.

1. Artikel 29, eerste lid, eist een elementaire kennis van het Frans voor "het bekleden van een ambt" waarin de ambtenaar omgang heeft met het publiek. Maar niet iedere gemeenteambtenaar heeft noodzakelijk omgang met het publiek. Dat is alleen zo voor sommige gemeenteambtenaren, tenzij die zo gering in aantal zijn dat zij uiteraard der zaak allen omgang hebben met het publiek.

Wil artikel 1 van het ontwerp in overeenstemming zijn met de wet welke het uitvoert, dan moet het dus worden aangevuld.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel 2 van het ontwerp.

2. Ofschoon er in het bestuur van een randgemeente weinig, soms helemaal geen mogelijkheid is om van betrekking te veranderen, is dat nog geen reden om hier niet het voorbehoud te maken dat in alle andere bepalingen van de drie ontwerpen voorkomt, namelijk : "De ambtenaar behoudt zijn betrekking indien hij het wenst".

.../...

Artikel 2.

De tekst van artikel 2 van het ontwerp lijkt erop te wijzen, dat de Regering de betrokken ambtenaren wil verplichte de daar bedoelde bevordering te aanvaarden. Als beginsel geldt dat geen ambtenaar verplicht is een bevordering te aanvaarden (arrest DESAIVE, nr 8440 van 17 februari 1961).

Niets in de gecoördineerde wetten of in de parlementaire voorbereiding wettigt de veronderstelling, dat de wetgever afwijkingen van dat beginsel heeft willen gedogen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, derde lid.

Artikel 3, derde lid.

In verband met de woorden "het eventueel bevorderingsexamen" in artikel 3, derde lid, rijst de vraag wat een ambtenaar kan of moet doen om ter plaatse te worden bevorderd in een betrekking waarvoor geen examen opgelegd of uitgeschreven is. De Raad van State heeft zich niet kunnen vergewissen van wat de Regering op dat gebied bedoelt.

.../...

OPMERKINGEN BETREFFENDE L.9846/2.

Artikel 1, tweede lid, van het ontwerp.

Bij dit artikel zijn dezelfde opmerkingen te maken als gemaakt zijn bij de artikelen 2 en 3 van ontwerp nr V.

Artikel 2, eerste lid, van het ontwerp.

1. De verwijzing in het eerste lid van dit artikel naar artikel 34, § 1, van de gecoördineerde wetten is te ruim ; geen dienst kan immers tegelijk bedoeld zijn in het eerste lid, b, van die paragraaf (dienst die zijn gehele ambtsgebied en zijn zetel in het Duitse taalgebied heeft) én gevestigd zijn in een taalgrensgemeente.

2. Bij deze bepaling is hetzelfde op te merken als bij artikel 1, eerste lid (sub 1) en bij artikel 2 van ontwerp nr V.

.../...

OPMERKINGEN BETREFFENDE ONTWERP L.9851/2.

Artikel 2.

In het tweede lid van dit artikel zijn de woorden "in een gewestelijke dienst ..." te eng in die zin dat zij de diensten waaraan de ambtenaren van vóór 1 september 1963 verbonden zijn, vermengen met die waaraan zij eventueel voordien verbonden geweest zijn en waarin zij evengoed van de kennis van de tweede taal hebben kunnen doen blijken.

Artikel 3.

De verwijzing, speciaal naar artikel 9, § 6, van de wet van 1932, heeft tot gevolg dat de in § 7 van artikel 9 voorgeschreven examens worden uitgesloten. De vraag is of dit gewild is.

Artikel 4, eerste en tweede lid.

In deze bepaling wordt de termijn van 10 jaar bedoeld, na het verstrijken waarvan "de betrekkingen die gelijk aan of hoger zijn dan die van afdelingschef" in iedere gemeentelijke plaatselijke dienst van Brussel-Hoofdstad in gelijke mate over de taalgroepen moeten worden verdeeld. Op te merken valt, dat bevorderingen in overtal de door de wet voorgeschreven gelijke verdeling niet in de weg kunnen staan. De Regering was dus hoegenaamd niet verplicht een termijn te stellen.

Artikel 4, derde lid.

Het ontwerp handelt over "de rangschikking in de anciënniteit" van de gemeenteambtenaren, maar het is best mogelijk dat hun orde van voorrang niet uitsluitend door die anciënniteit wordt bepaald. De woorden "in de anciënniteit" moeten dan ook vervallen.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE MAATREGELEN TOT VRIJWARING VAN DE VERKREGEN RECHTEN VAN AMBTENAREN DIE OP 1 SEPTEMBER 1963 VERBONDEN WAREN AAN EEN PLAATSELIJKE OF GEWESTELIJKE DIENST GEVESTIGD IN EEN RANDGEMEENTE (V).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op de artikelen 27, 29, eerste lid, en 68, tweede lid ;

Gelet op het advies van de syndicale organisaties bedoeld in artikel 54, tweede lid, van dezelfde wetten ;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor taaltoezicht ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1 (nieuw).

In dit besluit heten gemeentelijke of niet-gemeentelijke plaatselijke diensten : de plaatselijke diensten in de zin van artikel 9 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, naargelang zij al dan niet onder een gemeente of onder een aan een gemeente ondergeschikte openbare persoon ressorteren.

HOOFDSTUK I. - BEPALINGEN VOOR VIER GEMEENTEN.

Artikel 2 (artikel 1 partim van het ontwerp).

Dit hoofdstuk is van toepassing op de Nederlandssprekende ambtenaren die op 1 september 1963 in Drogenbos, Kraainem, Linkebeek of Wemmel verbonden waren :

1° aan een gemeentelijke plaatselijke dienst ;

2° of aan een niet-gemeentelijke plaatselijke dienst of aan een gewestelijke dienst.

Artikel 3 (artikel 1 partim van het ontwerp).

De in artikel 2, 1°, bedoelde ambtenaar die niet van een elementaire kennis van de Franse taal doet blijken overeenkomstig artikel 29, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, behoudt, indien hij het wenst, zijn betrekking met zijn normale bevorderingsmogelijkheden, ook al heeft hij in die betrekking of in een van de betrekkingen waarin hij kan worden bevorderd, onvermijdelijk omgang met het publiek.

Hij mag echter niet worden belast met taken die hem omgang doen hebben met Franssprekend publiek.

Artikel 4 (artikel 2 van het ontwerp).

De in artikel 2, 2°, bedoelde ambtenaar die niet van een elementaire kennis van de Franse taal doet blijken overeenkomstig artikel 29, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, behoudt, indien hij het wenst, zijn betrekking ook al heeft hij in die betrekking onvermijdelijk omgang met het publiek, tot het mogelijk wordt hem hetzij op eigen verzoek of met zijn instemming in de graad waarvan hij titularis is, hetzij naar aanleiding van een bevordering die hij aanvaardt, over te plaatsen naar een in het Nederlandse taalgebied gevestigde dienst waarvoor hij uit een oogpunt van taal geschikt is.

Inmiddels mag hij niet worden belast met taken die hem omgang doen hebben met Franssprekend publiek.

HOOFDSTUK II. ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 5 (artikel 3 partim van het ontwerp).

Dit hoofdstuk is van toepassing op de ambtenaren die op 1 september 1963 verbonden waren aan een plaatselijke of een gewestelijke dienst, gevestigd in Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Sint Genesius-Rode, Wemmel of Wezembeek-Oppem.

.../...

Artikel 6 (artikel 3 partim van het ontwerp).

Indien hij het wenst, behoudt zijn betrekking de in artikel 5 bedoelde ambtenaar die de Nederlandse taal kent maar niet aan de eisen van artikel 27 van de gecoördineerde wetten voldoet, hetzij omdat hij van die kennis niet heeft doen blijken door zijn diploma of studiegetuigschrift of door een examen ad hoc, hetzij omdat hij de eventuele toelatings- en bevorderingsexamens niet in het Nederlands heeft afgelegd.

In de gemeentelijke plaatselijke diensten behoudt de betrokkene zijn normale bevorderingsmogelijkheden. Eventuele bevorderingsexamens moet hij echter in het Nederlands afleggen.

In niet-gemeentelijke plaatselijke diensten en in gewestelijke diensten wordt de betrokkene naderhand hetzij op eigen verzoek of met zijn instemming in de graad waarvan hij titularis is, hetzij naar aanleiding van een bevordering die hij aanvaardt, overgeplaatst naar een dienst waarvoor hij de wettelijke eisen vervult; tenzij hij, om ter plaatse te kunnen worden bevorderd, het eventueel bevorderingsexamen aflegt in het Nederlands en ervoor slaagt.

Artikel 7 (artikel 4 van het ontwerp).

De in artikel 5 bedoelde ambtenaar die, ofschoon Nederlandssprekend, vóór 1 september 1963 geslaagd is voor een examen over de elementaire kennis van de Franse taal, behoudt de voordelen die aan het slagen voor dat examen verbonden waren.

.../...

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 8 (artikel 5 van het ontwerp).

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 9 (artikel 6 van het ontwerp).

Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

+

+ +

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE MAATREGELEN TOT VRIJWARING VAN DE VERKREGEN RECHTEN VAN AMBTENAREN DIE OP 1 SEPTEMBER 1963 VERBONDEN WAREN AAN EEN DIENST GEVESTIGD IN HET FRANSE, HET NEDERLANDSE OF HET DUITSE TAALGEBIED ... (VI).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op de artikelen 15, §§ 1 en 2, 38, §§ 1 en 2, en 67 ;

Gelet op het advies van de syndicale organisaties bedoeld in artikel 54, tweede lid, van dezelfde wetten ;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor taaltoezicht ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

In dit besluit heten niet-gemeentelijke plaatselijke diensten : de plaatselijke diensten in de zin van artikel 9 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, die niet onder een gemeente of onder een aan een gemeente ondergeschikte openbare persoon ressorteren.

HOOFDSTUK I.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 2 (artikel 1 partim van het ontwerp).

Dit hoofdstuk is van toepassing op de ambtenaren die op 1 september 1963 in het Nederlandse, het Franse of het Duitse taalgebied verbonden waren :

1° aan een niet-gemeentelijke plaatselijke dienst ;

2° of aan een van de volgende gewestelijke diensten :

a) een dienst waarvan de werkkring uitsluitend gemeenten zonder bijzondere regeling bestrijkt in het Nederlandse of in het Franse taalgebied ;

b) een dienst waarvan de werkkring gemeenten met bijzondere regeling of gemeenten met verschillende regelingen bestrijkt in het Nederlandse of het Franse taalgebied en waarvan de zetel in hetzelfde gebied is gevestigd ;

c) een dienst waarvan de werkkring gemeenten uit het Duitse taalgebied bestrijkt en waarvan de zetel in dat gebied is gevestigd ;

d) een dienst waarvan de werkkring gemeenten van verschillende taalgebieden, maar niet van Brussel-Hoofdstad, bestrijkt en waarvan de zetel noch in een gemeente uit het Malmédyse, noch in een gemeente van het Duitse taalgebied is gevestigd.

.../...

Artikel 3 (artikel 1 partim van het ontwerp).

Indien hij het wenst, behoudt zijn betrekking de in artikel 2 bedoelde ambtenaar die de taal kent van het gebied waar de dienst gevestigd is, maar niet aan de eisen van artikel 15, § 1, tweede tot vierde lid, van de gecoördineerde wetten voldoet, hetzij omdat hij van die kennis niet heeft doen blijken door zijn diploma of studiegetuigschrift of door een examen ad hod, hetzij omdat hij de eventuele toelatings- en bevorderingsexamens niet in die taal heeft afgelegd.

Naderhand wordt hij naar een dienst ten aanzien waarvan hij aan de wettelijke eisen voldoet, overgeplaatst, hetzij op eigen verzoek of met zijn instemming in de graad waarvan hij titularis is, hetzij naar aanleiding van een bevordering die hij aanvaardt ; tenzij hij, om ter plaatse te kunnen worden bevorderd, het eventuele bevorderingsexamen aflegt in de taal van het gebied en ervoor slaagt.

.../...

HOOFDSTUK II. - BEPALINGEN VOOR DE TAALGRENS-GEMEENTEN.

Artikel 4 (artikel 2 partim van het ontwerp).

Dit hoofdstuk is van toepassing op de ambtenaren die op 1 september 1963 in een van de taalgrensgemeenten in de zin van artikel 8 van de gecoördineerde wetten verbonden waren :

1° aan een niet-gemeentelijke plaatselijke dienst ;

2° of aan een gewestelijke dienst waarvan de werkkring gemeenten met een speciale regeling of met verschillende regelingen van het Franse of het Nederlandse taalgebied bestrijkt, en waarvan de zetel in hetzelfde gebied is gevestigd .

Artikel 5 (artikel 2 partim van het ontwerp).

De in artikel 4 bedoelde ambtenaar die niet door een examen ad hoc van een voldoende of elementaire kennis van de tweede taal heeft doen blijken overeenkomstig artikel 15, § 2, vijfde lid, van de gecoördineerde wetten, behoudt, indien hij het wenst, zijn betrekking ook al heeft hij daarin onvermijdelijk omgang met het publiek, tot het mogelijk wordt hem hetzij op eigen verzoek of met zijn instemming in de graad waarvan hij titularis is, hetzij naar aanleiding van een bevordering die hij aanvaardt, over te plaatsen naar een dienst waárvoor hij uit een oogpunt van taal geschikt is.

.../...

Inmiddels mag hij niet worden belast met taken die hem omgang doen hebben met dat gedeelte van het publiek waarvan hij de taal niet zoals voorgeschreven kent.

Artikel 6 (artikel 2 partim van het ontwerp).

De ambtenaar die vóór 1 september 1963 geslaagd is voor een examen over de kennis van de tweede taal, behoudt de voordelen die aan het slagen voor dat examen verbonden waren, inzonderheid ten aanzien van de ambten waarvan de titularissen omgang hebben met het publiek in de diensten bedoeld in artikel 4, en wel volgens het onderscheid gemaakt in artikel 15, § 2, vijfde lid, van de gecoördineerde wetten.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 7 (artikel 3 van het ontwerp).

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 8 (artikel 4 van het ontwerp).

Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

...

...

.../...

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE MAATREGELEN TOT VRIJWARING VAN DE VERKREGEN RECHTEN VAN AMBTENAREN DIE OP 1 SEPTEMBER 1963 VERBONDEN WAREN AAN EEN PLAATSELIJKE OF GEWESTELIJKE DIENST GEVESTIGD IN BRUSSEL-HOOFDSTAD (IV, B).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 21, §§ 2, 4, 5 en 7, artikel 34, § 2, artikel 35, § 1, en artikel 68, eerste lid;

Gelet op het advies van de syndicale organisaties bedoeld in artikel 54, tweede lid, van dezelfde wetten;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor taaltoezicht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1 (nieuw).

In dit besluit heten gemeentelijke of niet-gemeentelijke plaatselijke diensten : de plaatselijke diensten in de zin van artikel 9 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, naargelang zij al dan niet onder een gemeente of onder een aan een gemeente ondergeschikte openbare persoon ressorteren.

.../...

HOOFDSTUK I.- NIET-GEMEENTELIJKE PLAATSELIJKE DIENSTEN EN GEWESTELIJKE DIENSTEN.

Artikel 2 (artikel 1 partim van het ontwerp).

Dit hoofdstuk is van toepassing op de ambtenaren die op 1 september 1963 in Brussel-Hoofdstad verbonden worden :

1° aan een niet-gemeentelijke plaatselijke dienst ;

2° of aan een van de volgende gewestelijke diensten :

a) een dienst waarvan de werkkring tegelijk gemeenten uit het Nederlandse en uit het Franse taalgebied bestrijkt ;

b) een dienst waarvan de werkkring :

- uitsluitend gemeenten van Brussel-Hoofdstad bestrijkt,
- of zodanige gemeenten en tevens gemeenten uit het Nederlandse of uit het Franse taalgebied of uit beide taalgebieden bestrijkt.

Artikel 3 (artikel 1 partim van het ontwerp).

De in artikel 2 bedoelde ambtenaar die slechts van de kennis van één taal doet blijken, behoudt, indien hij het wenst, zijn betrekking tot het mogelijk wordt hem, naar aanleiding van een bevordering die hij aanvaardt, over te plaatsen naar een dienst waarvoor hij uit een oogpunt van taal geschikt is.

Inmiddels mag hij niet worden belast met taken die hem omgang doen hebben met het publiek.

.../...

Artikel 4 (artikel 2 van het ontwerp).

De in artikel 2 bedoelde ambtenaar die vóór 1 september 1963 geslaagd is voor een examen over de voldoende kennis of over de elementaire kennis van de tweede taal, behoudt het voordeel dat aan het slagen voor dat examen verbonden was met het oog op een benoeming of bevordering, in de in artikel 2 vermelde diensten :

- in een betrekking waarvan de titularis omgang heeft met het publiek ;
- of in een betrekking waarvan de titularis, tegenover de overheid waaronder hij ressorteert, verantwoordelijk is voor het behoud van de eenheid in de rechtspraak of in het beheer van de dienst waarvan de hoge leiding hem is toevertrouwd ;

dit alles volgens het onderscheid gemaakt in artikel 21, § 4 en § 5, van de gecoördineerde wetten.

Het voordeel van het eerste lid wordt ook verleend aan de in artikel 2 bedoelde ambtenaar wiens kennis van de tweede taal, met het oog op het uitoefenen van een ambt waarin hij omgang heeft met het publiek, regelmatig is vastgesteld door de overheid die hem heeft benoemd in een dienst waarvoor een speciale regeling geldt.

HOOFDSTUK II.- GEMEENTELIJKE DIENSTEN.

Artikel 5 (artikel 3 partim van het ontwerp).

Dit hoofdstuk is van toepassing op de ambtenaren die op 1 september 1963 verbonden waren aan een gemeentelijke plaatselijke dienst in Brussel-Hoofdstad.

.../...

Artikel 6 (artikel 3 partim van het ontwerp).

De in artikel 5 bedoelde ambtenaar die vóór 1 september 1963 geslaagd is voor een examen over de voldoende kennis of over de elementaire kennis van de tweede taal, zoals het voorgeschreven was in artikel 9, § 6 of § 7, van de wet van 28 juni 1932, wordt, voor de in artikel 4 van dit besluit genoemde betrekkingen, vrijgesteld van het examen over de voldoende kennis, onderscheidenlijk over de elementaire kennis, voorgeschreven in artikel 21, §§ 4 en 5, van de gecoördineerde wetten.

Artikel 7 (artikel 4 van het ontwerp).

Binnen tien jaren te rekenen van 1 november 1963 wordt in overtal bevorderd de in artikel 5 bedoelde ambtenaar die van bevordering in een betrekking is uitgesloten om de enige reden dat die betrekking aan een ambtenaar van de andere taalgroep moet worden toegekend ten einde, overeenkomstig artikel 21, § 7, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, de betrekkingen die gelijk zijn aan of hoger dan die van afdelingschef, in gelijke mate te verdelen over beide taalgroepen.

Gedurende dezelfde termijn wordt dezelfde bevordering achtereenvolgens toegekend aan de overige ambtenaren die, niet onmiddellijk van bevordering in het kader uitgesloten maar in de volgorde van de gegadigden voorbijgegaan zijn. Op de eerste van die ambtenaren wordt die maatregel toegepast op het tijdstip dat de krachtens het eerste lid in overtal bevorderde ambtenaar van graad verandert of het einde van zijn loopbaan bereikt en zo vervolgens.

.../...

Voor de toepassing van het eerste en het tweede lid wordt de volgorde van de betrokken ambtenaren bepaald en zo nodig herzien bij iedere bevordering, alsof artikel 21, § 7, tweede lid, van de gecoördineerde wetten nooit had bestaan.

Dit artikel sluit de toepassing uit van de artikelen ... (door de Regering aan te vullen) van het koninklijk besluit van ... houdende maatregelen tot vrijwaring van de rechten verkregen door beambten in dienst op 9 juli 1932 (I).

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 8 (artikel 5 van het ontwerp).

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 9 (nieuw).

Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

...

...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Monsieur : de Heer :	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.G. BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G. BOLAND, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.